

M. Johnston (Westmount): Monsieur l'Orateur, lors de l'ajournement à 6 heures, j'étais en train de discuter de l'attitude du secteur anglais à l'égard de la francisation du Québec. J'expliquais que nous, les anglophones, nous n'avons pas la moindre intention de quitter la province de Québec, parce que nous sommes très contents de ce qu'on voit actuellement dans la province. Nous voyons une société dynamique, multiculturelle, bilingue qui deviendra peut-être la société la plus dynamique de l'Amérique du Nord, pourvu que l'économie ne soit pas trop affaiblie par l'incertitude politique actuelle.

[Traduction]

Même si nous adoptons, nous tous de la circonscription de Westmount, des attitudes aussi positives, il n'en est pas moins juste de dire que tous les Montréalais et tous les résidents de ma circonscription, qu'ils soient francophones ou anglophones, redoutent l'avenir. Nous avons entendu notre premier ministre (M. Trudeau) et bien d'autres personnes dire que la prospérité économique est indissociable de notre problème d'unité nationale. Je puis vous en assurer, monsieur l'Orateur, même si de nombreux Canadiens ne partagent pas cette opinion, nous qui demeurons dans la circonscription de Westmount savons qu'elle est juste.

Chaque jour nous assistons à un exode de talents, chez les francophones comme chez les anglophones, de jeunes, qui sont souvent les enfants de nos amis, qui partent, les uns pour d'autres provinces canadiennes, mais, dans bien des cas, pour les États-Unis. Chaque jour, nous assistons à un exode d'entreprises et de valeurs. Nous voyons des entreprises fermer leurs portes et des familles déménager, certaines, comme je l'ai déjà dit, ailleurs au Canada, mais beaucoup d'autres aux États-Unis. Ces dernières années, les milieux professionnels de la ville de Montréal, qu'il s'agisse des avocats, des vérificateurs ou des experts-conseils, ont participé quotidiennement à de telles transactions.

Faut-il alors s'étonner, je vous le demande, que les gens de Westmount soient plus sensibles que les autres Canadiens au problème de l'unité nationale et à son incidence sur notre économie.

[Français]

... comme on dit en français, poser la question c'est y répondre.

[Traduction]

Imaginez ma déception quand, à la conférence constitutionnelle des premiers ministres il y a quelques semaines à Ottawa et, au cours du débat sur la protection constitutionnelle des droits acquis et des libertés, j'ai entendu le premier ministre M. Lougheed déclarer que quant à lui, cette protection était inutile, que l'Alberta avait adopté une Déclaration des droits et que l'Assemblée législative d'une province serait toujours en mesure de répondre aux besoins et à la volonté populaire à cet égard. Je me suis demandé alors comment réagirait M. Lougheed s'il était un commerçant anglophone dans la troisième, peut-être même la deuxième, mais probablement la troisième ville anglophone du Canada et que, desservant une clientèle presque exclusivement anglophone, il fut incapable d'afficher un éciteau en anglais chez lui. Voilà, me suis-je dit, la protection accordée aux minorités au Canada, non seulement au Québec, mais aussi par les autres assemblées législatives.

Budget—M. D. J. Johnston

Revenant un instant au budget même et à la situation économique, je signalerai que durant ma campagne, j'ai appris que dans Westmount, les questions économiques intéressent vivement les électeurs comme ailleurs au Canada. Les gens de Westmount veulent un gouvernement frugal et tenace. Ce message m'a été transmis nettement et vigoureusement. Ils souscrivent aux politiques présentées en 1975, la compression de la masse monétaire, le blocage fondamental de la fonction publique depuis quelques années et la réduction des dépenses du gouvernement. En outre, ils m'ont confié le mandat suivant: Assurez-vous là-bas que ces nouvelles restrictions budgétaires et le programme économique présenté en août seront appliqués. Ils ont accepté les politiques du gouvernement, comme ils l'ont prouvé de manière écrasante lors du scrutin du 16 octobre.

Je le répète, je suis persuadé qu'ils approuveront sans réserve, le budget très raisonnable et fort judicieux au point de vue économique que présentait le ministre des Finances la semaine dernière.

● (2012)

Je me réjouis beaucoup, tout comme, je l'ai remarqué, le chef de l'opposition, du stimulant accru accordé au secteur de la recherche et du développement dans notre pays. Ce secteur est très important pour tout le Canada et particulièrement pour ma province, le Québec, où il nous faudra dans un avenir relativement rapproché établir des industries de pointe pour remplacer celles que nous classons dans les secteurs mous et dont les années sont évidemment comptées.

J'ai également trouvé encourageante une chose que je réclame depuis des années, c'est-à-dire la remise en question de notre loi de l'impôt sur le revenu pour s'assurer qu'elle est juste pour tous les Canadiens. Il faudrait examiner attentivement le concept de neutralité fiscale qui consiste à faire porter aux Canadiens qui se trouvent dans la même situation financière, une part égale du fardeau fiscal. Je suis loin d'être convaincu qu'il en soit ainsi, mais il est certain que le présent budget nous oriente à bien des égards dans la bonne voie.

J'avoue que le chef de l'opposition m'a appris plusieurs choses cet après-midi, bien qu'aucune n'ait de rapport avec le budget. Cela me porte à croire qu'au fond, le parti conservateur fait siens les principes énoncés dans le budget. Une des choses qui est apparue parfaitement évidente, c'est que les conservateurs fédéraux éprouvent envers les sociétés de la Couronne une aversion que ne partage apparemment pas leur collègue, M. Peter Lougheed. Moi aussi je suis en faveur d'une participation accrue du secteur privé partout où la chose est possible, mais le secteur privé, ce qui est compréhensible, cherche à tirer des profits compétitifs de ses investissements dans chacune de ses entreprises. Il n'est pas nécessairement facile de tirer des profits des entreprises énergétiques qui exigent de fortes immobilisations, et dans lesquelles le Canada devra investir durant ce dernier quart de siècle non seulement dans l'intérêt de notre génération, mais de celle de nos enfants et de nos petits-enfants, bref pour notre avenir.

Par conséquent, la philosophie du siècle dernier qu'invoquent les conservateurs ne peut s'appliquer à la situation dans laquelle se trouve le pays aujourd'hui, c'est-à-dire au besoin d'investir de grosses sommes dans la mise en valeur des ressources énergétiques. Si j'en juge par le raisonnement que j'ai entendu cet après-midi, le chef de l'opposition doit croire